

PLANS D'INTERVENTION :

ENCADREMENTS LÉGAUX, ENJEUX ET MISES EN GARDE



INTRODUCTION

Il arrive parfois que la situation d'un élève exige une mobilisation accrue des intervenants qui gravitent autour de lui. Dans une telle situation, l'enseignante ou l'enseignant peut demander que soit établi un plan d'intervention (PI).

Réalisé de manière concertée, ce dernier vise à déterminer des objectifs à atteindre au regard des besoins de l'élève, les moyens pour y parvenir de même que les responsabilités dévolues aux personnes impliquées. Il peut être établi pour tout élève à risque, mais il doit obligatoirement l'être pour tout élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).

Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de l'Entente nationale, la pertinence de la mise en place des plans d'intervention (PI) revêt encore plus d'importance. En effet, le nouveau mécanisme sur la composition de la classe pour le primaire et le secondaire s'appuie notamment sur le nombre de PI dans chacune des classes pour déterminer les cohortes les plus difficiles. Afin que ce mécanisme fonctionne et atteigne les objectifs recherchés, il devient encore plus important de s'assurer que les élèves qui devraient avoir un plan d'intervention en aient effectivement un et que les pratiques entourant les PI soient ajustées au besoin de l'élève.

OBJECTIFS

Ce présent document a pour objectifs de soutenir les syndicats affiliés en :

- rappelant les encadrements relatifs aux plans d'intervention;
- effectuant des mises en garde relativement à l'utilisation des « plans d'action » à la place des plans d'intervention;
- suggérant des arguments à utiliser lors des rencontres avec les centres de services scolaires (CSS) et ou les directions d'établissement.

TABLE DES MATIÈRES

Loi sur l'instruction publique (LIP)

- 4** Article 96.14
- 5** Article 235
- 5** Article 244

Entente nationale

- 6** **Prévention et intervention rapide**
 - 8-9.01 A)
 - 8-9.01 B)
 - 8-9.01 C)
- 8** **Organisation des services**
 - 8-9.02 H) 1)
 - 8-9.02 H) 2)
- 10** **Responsabilité du centre de services et intégration ou regroupement dans des classes spécialisées**
 - 8-9.03 B)
- 11** **Accès aux services et démarche**
 - 8-9.07 A)
 - 8-9.07 B)
- 12** **Comité d'intervention**
 - 8-9.09 A)
 - 8-9.09 D)
- 13** **Annexe V**
SOMMES ALLOUÉES EN SOUTIEN À LA COMPOSITION DE LA CLASSE AU NIVEAU SECONDAIRE POUR L'APPLICATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES ADAPTATIVES (Mesure 15373)

- 14** **ANNEXE LII**
SOMMES ALLOUÉES EN SOUTIEN AUX ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS POUR LE SUIVI DES PLANS D'INTERVENTION (Mesure 15375)
- 15** **ANNEXE LV**
ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT SPÉCIALISTE AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (Mesure 15148)
- 16** **ANNEXE LXIX ET ANNEXE LXX**
(PROTOCOLE) MÉCANISME PRÉVENTIF SUR LA COMPOSITION DE LA CLASSE AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE
- 17** **Lettre hors convention**
du 21 juin 2024 (Mesure 15374)

Documents ministériels

- 18** **Canevas pour la rédaction du plan d'intervention**
- 18** **Guide d'élaboration de la démarche du plan d'intervention**

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE (LIP)

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Article 96.14

Le directeur de l'école, avec l'aide des parents d'un élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, du personnel qui dispense des services à cet élève et de l'élève lui-même, à moins qu'il en soit incapable, établit un plan d'intervention adapté aux besoins de l'élève. Ce plan doit respecter la politique du centre de services scolaire sur l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et tenir compte de l'évaluation des capacités et des besoins de l'élève faite par le centre de services scolaire avant son classement et son inscription dans l'école. Il doit en outre indiquer la possibilité de recourir à la procédure de traitement des plaintes prévue par la *Loi sur le protecteur national de l'élève* ([chapitre P-32.01](#)) en cas d'insatisfaction du parent ou de l'élève.

Le directeur voit à la réalisation et à l'évaluation périodique du plan d'intervention et en informe régulièrement les parents.

COMMENTAIRES

Bien que la LIP stipule que le directeur établit un plan d'intervention, qu'il voit à son évaluation et à sa révision périodique, des sentences arbitrales expliquent que certaines tâches reliées au plan d'intervention peuvent être effectuées par d'autres catégories de personnel, incluant les enseignantes et enseignants et sont compatibles avec les responsabilités prévues à l'Entente nationale. Il ne faut pas confondre la responsabilité d'établir les plans d'intervention avec celle de rédiger un projet de plan d'intervention. La direction a donc l'obligation de le mettre en place, mais sans nécessairement l'élaborer, le préparer ou de le rédiger elle-même. Elle doit ensuite voir à son application et à son évaluation périodique.

Voir les sentences suivantes :

- SAE 8276
- SAE 8653
- SAE 8676



MISE EN GARDE

Aucun « plan d'action » n'est prévu dans la LIP.

À la demande de la direction de l'école, l'enseignante ou l'enseignant qui collige dans un « plan d'action » les interventions qui devraient être effectuées auprès de l'élève en difficulté a pour effet de détourner la phase de planification de la démarche du plan d'intervention. Dans cette phase, il s'agit de déterminer les interventions et les ressources nécessaires afin que l'élève puisse atteindre les objectifs fixés. La réalisation de cette phase doit se faire en collaboration avec les autres intervenants et la direction. Par conséquent, le « plan d'action » peut avoir pour effet de contourner les dispositions de la LIP dans la mesure où l'élève aurait plutôt dû avoir un plan d'intervention.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE (LIP)

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Article 235

Le centre de services scolaire adopte, après consultation du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, une politique relative à l'organisation des services éducatifs à ces élèves [...]

Cette politique doit notamment prévoir :

- Les modalités d'évaluation des EHDAA lesquelles doivent prévoir la participation des parents de l'élève et de l'élève lui-même, à moins qu'il en soit incapable
- Les modalités d'élaboration et d'évaluation des plans d'intervention destinés à ces élèves

Article 244

Les fonctions et pouvoirs prévus aux articles 222 à 224, au deuxième alinéa de l'article 231 et aux articles 233 à 240 et 243 sont exercés après consultation des enseignants.

Les modalités de cette consultation sont celles prévues dans une convention collective ou, à défaut, celles qu'établit le centre de services scolaire.

COMMENTAIRES

Il est suggéré de consulter la politique relative à l'organisation des services aux EHDAA de votre CSS afin de connaître ce qu'elle prévoit au sujet des modalités d'élaboration et d'évaluation des plans d'intervention.



MISE EN GARDE

La LIP prévoit que certaines modalités doivent faire partie de la politique du centre de services scolaire (CSS), mais l'expression « notamment » suggère qu'il pourrait y en avoir d'autres.

La vigilance est de mise en ce qui a trait au contenu de la politique afin que celui-ci respecte les encadrements légaux en vigueur, dont l'Entente nationale.

Introduire la notion de « plan d'action » dans une politique pourrait par la suite contraindre les parties à les utiliser en tout temps.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Prévention et intervention rapide 8-9.01 A)

La prévention et l'intervention rapide, et ce, dès le préscolaire, sont l'affaire de toutes les intervenantes et tous les intervenants et sont essentielles pour assurer la réussite scolaire.

Dans cette optique, les parties reconnaissent l'importance de déceler les élèves à risque ou HDAA le plus tôt possible dans leur parcours scolaire.

COMMENTAIRES

L'élaboration d'un plan d'intervention est intimement liée à la notion de prévention et d'intervention rapide. Il peut être établi dès l'entrée au préscolaire si l'élève présente des difficultés qui pourraient compromettre sa réussite.

Voir la sentence suivante :

- SAE 9441

Par ailleurs, petit rappel, des sommes sont prévues à l'annexe XXXIII depuis 2011-2012. Elles doivent servir à l'embauche d'orthopédagogues pour le préscolaire et le 1^{er} cycle du primaire.



MISE EN GARDE

Aucune notion de « plan d'action » n'est prévue dans l'Entente nationale.

Dans un contexte de prévention et d'intervention rapide, faire un « plan d'action » alourdit le processus déjà convenu entre les parties et n'a aucune assise légale.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Prévention et intervention rapide 8-9.01 B)

Dans ce contexte, la direction de l'école fournit à l'enseignante ou l'enseignant, et ce, pour l'ensemble de leur parcours scolaire les renseignements concernant les élèves à risque et les élèves HDAA au plus tard le 15 septembre de chaque année ou dans les 15 jours ouvrables suivant l'intégration ou l'arrivée d'un élève en classe spécialisée. La transmission de ces renseignements se fait à la condition qu'ils soient disponibles et qu'ils soient dans l'intérêt de l'élève, le tout sous réserve du respect des personnes et des règles de déontologie.

Prévention et intervention rapide 8-9.01 C)

De plus, les parties reconnaissent que l'enseignante ou l'enseignant est la première intervenante ou le premier intervenant auprès des élèves et que, de ce fait, elle ou il se doit de noter et de partager avec les autres intervenantes ou intervenants les informations ou observations concernant les élèves, notamment celles relatives aux interventions qu'elle ou il a réalisées.

COMMENTAIRES

Dans le cas d'un élève qui détient un plan d'intervention, cette information doit être transmise par la direction aux enseignantes et enseignants à qui l'élève est confié.

Le formulaire d'accès aux services permet également de présenter un exposé sommaire de la situation d'un élève et des interventions déjà effectuées.

Voir la sentence suivante :

- 8778



MISE EN GARDE

Dans le cas où une enseignante ou un enseignant ferait le choix de se doter d'un « plan d'action » pour guider ses interventions auprès d'un élève, il n'existe aucune obligation de verser ses notes personnelles au dossier de l'élève. Il n'existe pas non plus d'obligation pour la direction de transmettre ces notes à un ou une collègue.

Les éléments inscrits dans un « plan d'action » sont l'équivalent de traces personnelles de l'enseignante ou de l'enseignant. Alors que le plan d'intervention et le formulaire d'accès aux services devraient se retrouver obligatoirement au dossier de l'élève considérant les assises légales dans la LIP et l'Entente nationale.

En ce qui a trait aux traces, l'enseignante ou l'enseignant se doit tout de même de noter et de partager ses observations, et les informations qu'elle ou qu'il a de l'élève avec les autres intervenantes et intervenants notamment celles relatives aux interventions qu'elle ou il a réalisées.

ENTENTE NATIONALE

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Organisation des services 8-9.02 H) 1)

Un plan d'intervention doit être établi pour tout élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et peut également l'être pour tout élève à risque. L'enseignante ou l'enseignant doit participer à l'établissement du plan d'intervention.

COMMENTAIRES

Les définitions de l'élève à risque et de l'élève HDAA se trouvent à l'annexe XIX.



MISE EN GARDE

Dans le cas où une direction déciderait de ne pas établir un plan d'intervention et exigerait plutôt la rédaction d'un « plan d'action » pour un élève à risque, il est suggéré d'intervenir auprès du CSS afin de lui rappeler ce que l'Entente nationale prévoit à cet effet.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Organisation des services 8-9.02 H) 2)

Le plan d'intervention est un outil de concertation et de référence pour les intervenantes et intervenants.

COMMENTAIRES

Le plan d'intervention est une démarche concertée entre la famille, l'école et les intervenants qui gravitent autour de l'élève.

Cette démarche vise à répondre aux besoins spécifiques d'un élève à risque ou HDAA.

La révision d'un plan d'intervention ou la décision d'y mettre un terme doit se prendre par l'équipe qui gravite autour de l'élève. À cet effet, les intervenants concernés particulièrement les enseignantes et enseignants devraient prendre part à la décision.



MISE EN GARDE

Il est nécessaire d'établir un plan d'intervention lorsque la situation de l'élève exige une mobilisation accrue et concertée autour de lui. Par conséquent, l'enseignante ou l'enseignant ne peut être le seul intervenant impliqué. Le plan d'intervention devrait être élaboré avec les personnes concernées.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Responsabilité du centre de services et intégration ou regroupement dans des classes spécialisées 8-9.03 B)

Les élèves reconnus par le centre de services au 30 juin 2023 comme élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage le demeurent.

Cependant, la situation d'un élève doit être révisée périodiquement par la direction de l'école dans le cadre du plan d'intervention.

COMMENTAIRES

Bien que cette clause traite spécifiquement des EHDA, si un plan d'intervention est établi pour un élève à risque, pour la FAE, la même démarche devrait s'appliquer.



MISE EN GARDE

Il revient aux personnes concernées par le plan d'intervention de déterminer les objectifs à atteindre, les moyens pour y parvenir ainsi que l'échéancier. Par conséquent, le plan d'intervention se doit d'être révisé périodiquement et donc, la révision devrait se faire à des moments déterminés ou à des intervalles réguliers en fonction de ce qui est inscrit au PI.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Accès aux services et démarche 8-9.07 A)

Lorsque l'enseignante ou l'enseignant perçoit chez l'élève des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage qui persistent ou des signes de déficience ou de handicap, considérant les interventions qu'elle ou il a effectuées et les services d'appui auxquels elle ou il a pu avoir accès, elle ou il peut soumettre la situation à la direction de l'école à l'aide d'un formulaire établi conformément au paragraphe B) de la présente clause.

Accès aux services et démarche 8-9.07 B)

Ce formulaire est établi par le centre de services après la recommandation du comité prévu à la clause 8-9.04, le cas échéant.

1) Le formulaire doit être conçu de façon à présenter un exposé sommaire de la situation, notamment à partir des éléments suivants :

- motif de la demande;
- description de la problématique;
- interventions déjà effectuées;
- services d'appui reçus, le cas échéant;
- services d'appui demandés.

COMMENTAIRES

Il est suggéré de prévoir un espace dans le formulaire d'accès aux services afin de pouvoir demander la mise en place d'un plan d'intervention pour un élève ou la tenue d'un comité d'intervention qui aurait pour mandat de collaborer à l'établissement d'un plan d'intervention.

Par la suite, la direction fait connaître sa décision par écrit dans les 10 ouvrables jours suivant la réception du formulaire. L'enseignante ou l'enseignant insatisfait de la décision peut faire part de son insatisfaction au comité paritaire pour les élèves à risque et HDAA, se prévaloir du mécanisme interne de règlement à l'amiable et ultimement, pourraient voir son dossier discuté en CNC.



MISE EN GARDE

Communément appelés « formulaire d'accès aux services » ou « demande de référence », ce document est conçu conjointement en comité paritaire pour les élèves à risque et HDAA.

Ainsi, son objectif est d'obtenir des services pour l'élève. Toutefois, selon les éléments qui figurent dans le formulaire, il se pourrait qu'une enseignante ou un enseignant puisse également demander l'élaboration d'un plan d'intervention.

Malgré les nombreux rappels, encore plusieurs enseignantes et enseignants omettent de remplir ce document. Ce dernier permet de laisser une trace des actions entreprises par ces derniers. Si, pour toutes sortes de raisons, une démarche juridique (ex. : dépôt d'un grief) devait être entreprise, le formulaire d'accès aux services est un document essentiel pour établir la preuve du syndicat.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Comité d'intervention 8-9.09 A)

A) La direction peut mettre en place un comité d'intervention en vue d'assumer des responsabilités énoncées au paragraphe D) suivant.

Comité d'intervention 8-9.09 D)

Le comité d'intervention a notamment comme responsabilités :
[...]

7) de collaborer à l'établissement, par la directrice ou le directeur de l'école, du plan d'intervention en faisant les recommandations appropriées;

COMMENTAIRES

La clause 8-9.09 A) prévoit que la direction peut mettre en place un comité d'intervention pour établir un plan d'intervention.

Si la direction ne met pas en place le comité d'intervention, ses obligations en vertu de la LIP demeurent (établissement et révision du plan d'intervention pour les EHDAA).

Si la direction refuse de mettre en place un comité d'intervention, il faudra analyser les possibilités de recours. Il faudra évaluer notamment si la décision de la direction repose sur un abus de droit, sur de la discrimination ou sur de la mauvaise foi.

Si la direction refuse pour un autre motif, il est possible de discuter de cette situation lors d'une rencontre du comité paritaire EHDAA prévu à la clause 8-9.04 de l'Entente nationale. Puisque cette clause prévoit qu'un des mandats du comité est de traiter toute problématique soumise par les parties, il est suggéré de rappeler au CSS qu'un des mandats du comité d'intervention est de collaborer à l'établissement, par la directrice ou le directeur de l'école, du plan d'intervention en faisant les recommandations appropriées.



MISE EN GARDE

Dans certains établissements, le comité d'intervention prévu à l'Entente nationale porte un autre nom, par exemple : l'équipe du plan d'intervention. Il est important qu'un rappel soit effectué dans les écoles afin que les termes « comité d'intervention » soient ceux qui sont utilisés.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

ANNEXE V

SOMMES ALLOUÉES EN SOUTIEN À LA COMPOSITION DE LA CLASSE AU NIVEAU SECONDAIRE POUR L'APPLICATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES ADAPTATIVES (Mesure 15373)

Des sommes allouées annuellement sont dédiées en soutien à la composition de la classe au niveau secondaire. La répartition des sommes entre les centres de services s'effectue selon les paramètres budgétaires établis par le Ministère. À la suite des recommandations formulées par le comité paritaire prévu à la clause 8-9.04, le centre de services répartit les sommes entre les écoles et détermine les modalités d'utilisation de celles-ci.

La direction de l'école décide de l'utilisation des sommes à la suite des recommandations du comité au niveau de l'école prévu à la clause 8-9.05. Ces sommes sont utilisées particulièrement pour l'ajout de personnel en soutien aux enseignantes et enseignants pour la mise en œuvre des mesures adaptatives prévues au plan d'intervention de l'élève (la surveillance du tiers temps, l'adaptation de matériel pédagogique, la gestion du matériel technologique, etc.).

COMMENTAIRES

Ces sommes ne visent que le secondaire. Les sommes non utilisées au cours de l'année scolaire où elles ont été allouées peuvent être utilisées par le centre de services scolaire aux fins prévues aux annexes XV, XLVII, LII et à la lettre d'entente hors convention du 21 juin 2024, et ce, conformément aux recommandations du comité paritaire prévu à la clause 8-9.04. À défaut, les sommes non utilisées sont reportées à l'année scolaire suivante.



MISE EN GARDE

Les sommes prévues à l'annexe V ne peuvent pas être utilisées pour la mise en place d'interventions ou de mesures adaptatives ou de libérations qui découleraient d'un « plan d'action », elles doivent être liées au PI.

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

ANNEXE LII

SOMMES ALLOUÉES EN SOUTIEN AUX ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS POUR LE SUIVI DES PLANS D'INTERVENTION (Mesure 15375)

[...] une somme annuelle de 2,3 M\$ est allouée pour l'ensemble des centres de services scolaires dont le syndicat est affilié à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) en soutien aux enseignantes et enseignants pour le suivi des plans d'intervention.

Les modalités suivantes s'appliquent :

1. Cette somme annuelle peut être utilisée pour les enseignantes et les enseignants des classes spécialisées. Elle peut aussi être utilisée pour la participation de l'enseignante ou de l'enseignant au comité d'intervention;
2. Le centre de services scolaire et le syndicat local conviennent de critères pour la répartition de ces sommes entre les écoles;
3. La direction et l'enseignante ou l'enseignant doivent convenir du montant de la libération en prenant compte du besoin des élèves.

COMMENTAIRES

Cette annexe vise notamment les enseignantes et les enseignants oeuvrant en classe spécialisée. Les sommes non utilisées au cours de l'année scolaire où elles ont été allouées peuvent être utilisées par le centre de services scolaire aux fins prévues aux annexes V, XV, XLVII et à la lettre d'entente hors convention du 21 juin 2024, et ce, conformément aux recommandations du comité paritaire prévu à la clause 8-9.04. À défaut, les sommes non utilisées sont reportées à l'année scolaire suivante.



MISE EN GARDE

Les sommes prévues à l'annexe LII ne peuvent pas être utilisées pour la mise en place d'interventions ou de mesures adaptatives ou de libérations qui découleraient d'un « plan d'action ».

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

ANNEXE LV

ENSEIGNANTE OU ENSEIGNANT SPÉCIALISTE AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (Mesure 15 148)

Le Ministère alloue, pour les années scolaires 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028, un montant annuel de 6,69 M\$ réparti entre les centres de services dont le syndicat est affilié à la FAE.

La répartition des sommes entre les centres de services s'effectue selon les paramètres budgétaires établis par le Ministère.

Après consultation du syndicat, le centre de services répartit les sommes entre les écoles. Ces sommes visent à soutenir l'enseignante ou l'enseignant spécialiste et servent notamment à :

- l'ajout de personnel en soutien aux élèves et à l'enseignante ou l'enseignant spécialiste, notamment en lien avec la mise en application des mesures adaptatives;
- l'achat de matériel ou du temps de libération, notamment pour la préparation de matériel (au choix des enseignantes et enseignants concernés).

La répartition et l'utilisation de ces sommes est soumis à l'organisme de participation des enseignantes et enseignants au niveau de l'école, déterminé dans le cadre du chapitre 4-0.00.

Les sommes non utilisées au cours de l'année scolaire où elles ont été allouées sont reportées à l'année suivante.

COMMENTAIRES

Cette annexe vise les enseignantes et les enseignants spécialistes au préscolaire et au primaire. Les sommes non utilisées au cours de l'année scolaire où elles ont été allouées peuvent être utilisées par le centre de services scolaire aux fins prévues aux annexes V, XV, XLVII et à la lettre d'entente hors convention du 21 juin 2024, et ce, conformément aux recommandations du comité paritaire prévu à la clause 8-9.04. À défaut, les sommes non utilisées sont reportées à l'année scolaire suivante.



MISE EN GARDE

Les sommes prévues à l'annexe LV ne peuvent pas être utilisées pour la mise en place d'interventions ou de mesures adaptatives ou de libérations qui découleraient d'un « plan d'action ».

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

ANNEXE LXIX ET ANNEXE LX

(PROTOCOLE) MÉCANISME PRÉVENTIF SUR LA COMPOSITION DE LA CLASSE AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE

Après la période annuelle d'inscription des élèves, mais au plus tard le 30 avril de chaque année scolaire, le centre de services dresse le portrait, par école, de chacune des cohortes en utilisant une approche quantitative basée sur les données objectives connues suivantes :

- Tous les élèves détenant un plan d'intervention intégrés dans un groupe ordinaire;
- Les élèves issus de l'immigration intégrés dans un groupe ordinaire et recevant un service intensif de francisation ou en situation de grand retard scolaire, n'ayant pas de plan d'intervention.

Le portrait des cohortes dressé par le centre de services est transmis au plus tard le 30 avril au comité paritaire prévu à la clause 8-9.04 ou au sous-comité formé par ce dernier.



MISE EN GARDE

Les « plans d'action » ne sont pas comptabilisés dans le portrait des cohortes. Certaines directions pourraient être tentées de réduire le nombre de plans d'intervention pour les remplacer par des « plans d'action ». Cela pourrait avoir un impact lors de l'identification des cohortes dans le cadre du mécanisme préventif de la composition de la classe.

ENTENTE NATIONALE

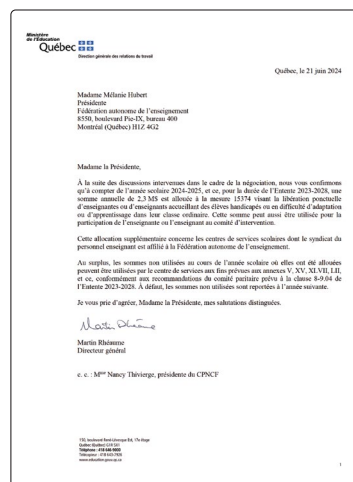
ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Lettre hors convention du 21 juin 2024, (Mesure 15374)

[...] Une somme annuelle de 2,3M\$ est allouée à la mesure 15374 visant la libération ponctuelle d'enseignantes ou d'enseignant accueillant des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans leur classe ordinaire. Elle peut être aussi utilisée pour la participation de l'enseignante ou de l'enseignant au comité d'intervention.

Cette allocation supplémentaire concerne les centres de services scolaires dont le syndicat du personnel enseignant est affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement.

COMMENTAIRES



Cette lettre hors-convention ne se retrouve pas dans l'Entente nationale. Il est suggéré d'en garder un copie que vous pouvez annexer à l'Entente nationale. Cette lettre vise la libération ponctuelle d'enseignantes ou d'enseignants accueillant des élèves EHDA dans leur classe ordinaire. Il n'est pas rare que les sommes ne soient pas dépensées. Les sommes non utilisées au cours de l'année scolaire où elles ont été allouées peuvent être utilisées par le centre de services scolaire aux

fins prévues aux annexes V, XV, XLVII et à la lettre d'entente hors convention du 21 juin 2024, et ce, conformément aux recommandations du comité paritaire prévu à la clause 8-9.04. À défaut, les sommes non utilisées sont reportées à l'année scolaire suivante.



MISE EN GARDE

Les sommes prévues à la lettre hors convention de juin 2024 (mesure 15374) ne peuvent pas être utilisées pour la mise en place d'interventions ou de mesures adaptatives ou de libérations qui découleraient d'un « plan d'action ».

DOCUMENTS MINISTÉRIELS

ENCADREMENTS LÉGAUX EN VIGUEUR

Canevas pour la rédaction du plan d'intervention

Le MEQ a élaboré un canevas de base du plan d'intervention, lequel est largement utilisé dans les écoles. De plus, un guide d'utilisation accompagne ce canevas.

Guide d'élaboration de la démarche du plan d'intervention

Le MEQ a créé un guide ayant pour titre Cadre de référence pour l'établissement des plans d'intervention en 2004. Ce guide est présentement en révision.

COMMENTAIRES

Il est suggéré d'ouvrir une discussion entre les membres du comité EHDA au niveau du CSS afin de s'assurer d'une compréhension commune des documents publiés par le MEQ. Par exemple, le caractère prescriptif ou non-prescriptif d'un document pourrait être abordé.

Aucun document ministériel ne fait mention de la notion de « plan d'action ».



MISE EN GARDE

Dans le but de vulgariser les informations contenues dans les documents ministériels ou encore afin de les interpréter, il arrive fréquemment que les CSS créent différents documents.

Il arrive aussi que les CSS souhaitent diffuser auprès du personnel scolaire dont les enseignantes et enseignants, diverses procédures locales dans le cadre du dossier des élèves à risque et HDAA. Dans le cas où de telles initiatives locales seraient mises en place, il importe de s'assurer que le contenu des documents respecte les encadrements légaux. Il ne saurait être question de soumettre les enseignantes et enseignants à des obligations qui ne trouvent pas d'assises dans les encadrements légaux en vigueur.



Fédération autonome
de l'enseignement